Bericht

der

nationalräthlichen Kommission über den Rekurs von Genf wegen der Auslieferung Ochsenbeins.

(Vom 12. Juli 1872.)

Tit.!

Ihre Commission glaubt nicht auf die thatsächlichen Verhältnisse zurükkommen zu sollen, welche zu dem Rekurs der Regierung von Genf gegen den Entscheid des Bundesrathes vom 7. Februar 1872 betreffend die Auslieferung des Polizei-Sekretärs Ochsenbein an die Behörden des Kantons Waadt Veranlaßung gegeben haben.

Das Geschichtliche der thatsächlichen Verhältnisse, auf welchen das vorliegende Rekursbegehren beruht, kann entnommen werden:

1) dem Bundesrathsbeschluß vom 7. Februar 1872,
2) dem einläßlichen „Memorial des Staatsraths des Kantons Genf in der Angelegenheit Ochsenbein",
3) und namentlich dem Bericht*) der Minderheit der ständeräthlichen Commission in Sachen Ochsenbein d. d. 19. Februar 1872, in welch lezterem namentlich nicht nur eine genaue species facti, sondern auch eine Zusammenstellung aller rechtlichen Momente

*) Bei diesem Anlaße wird ein Drukfehler berichtigt, der sich in obigem Bericht eingeschlichen hat. Im Bundesblatt von 1872, Bd. I, S. 784, Zeile 17, soll es heißen: nach kriminalistischem Sprachgebrauche, statt: kommunalistischem.

enthalten ist, welche auf Abweisung des von Genf erhobenen Rekurses angerufen werden können.

Da diese Akten alle gedrukt ausgetheilt worden sind, so würde Ihre Commission besorgen, sich dem Vorwurf unnöthiger Wiederholungen auszusezen, wenn sie auf das Geschichtliche der ganzen Angelegenheit hier zurükkommen wollte; dagegen hält sich Ihre Commission für verpflichtet, Ihnen Tit. den weitern Verlauf dieser Angelegenheit mitzutheilen, wie derselbe stattgefunden hat, seit Sie am 4. März d. J. beschlossen hatten, diesen Berathungsgegenstand unter Verweisung auf Art. 10 des Gesezes vom 2. Juli 1852 auf die ordentliche Session zu verschieben — nachdem der Ständerath am gleichen Tage beschlossen hatte, seinen Beschluß vom 1. März d. J., gemäß welchem der Rekurs von Genf als begründet erklärt worden war, festzuhalten.

In der Zwischenzeit hatte sich Ochsenbein unter Umständen, die ein eigenthümliches Licht auf diese ganze Angelegenheit werfen, nach Frankreich geflüchtet, war indessen auf Verwendung des Bundesrathes arretirt und an die schweizerischen Behörden ausgeliefert worden.

Der Bundesrath theilt nun mit Schreiben vom 13. Mai den gesezgebenden Räthen das Dekret mit, durch welches die Regierung des Kantons Genf die Auslieferung des Ludwig Ochsenbein an die waadtländischen Behörden verfügt hat. Dieses Dekret lautet wörtlich:

„Le Conseil d'Etat, vu les lettres du Conseil fédéral en date du 30 Mars et du 6 Mai 1872 — arrête:

D'extrader le sieur Louis Ochsenbein au Canton de Vaud.

Le Département de Justice et Police est chargé de l'exécution du présent arrêté."

Der Bundesrath spricht seinerseits — indem er den gesezgebenden Räthen dies Dekret mittheilt — die Ansicht aus:

„Daß dieser Fall, der die Bundesversammlung wiederholt beschäftigt habe (nämlich den Ständerath am 1. und 4. März 1872 und den Nationalrath am 2. und 4. März 1872) hiemit praktisch seine Erledigung gefunden habe."

Seither ist nun durch die Anklagekammer (tribunal d'accusation) des Kantons Waadt vom 26. Juni Jean Louis Ochsenbein durch folgendes Urtheil von der waadtländischen Instanz entlassen und den Genferschen Behörden zur Bestrafung überwiesen worden.

Das Urtheil der waadtländischen Anklagekammer, insoweit dasselbe auf Johann Ludwig Ochsenbein Bezug hat, lautet wörtlich:

„Lecture faite de l'enquête préliminaire instruite par le juge de paix du cercle d'Yverdon,

vu le préavis du Procureur général demandant la mise en accusation et le renvoi devant le tribunal criminel du district d'Yverdon de Jean Louis Ochsenbein de Genève, âgé d'environ 47 ans, ancien Secrétaire général du Département de Justice et Police de la République et Canton de Genève, actuellement détenu à Lausanne, comme accusé,

a) d'avoir, en sa qualité de fonctionnaire public genevois, alors qu'il venait de procéder à l'arrestation de l'inculpé Malagowsky, le 23 Mai 1871, détourné de concert avec Bourbon des pièces de conviction, savoir: les plaques qui avaient servi à la fabrication des faux billets de 100 thalers prussiens, qu'il était de son devoir de conserver et de remettre immédiatement au juge de paix du cercle d'Yverdon qui, sur la demande d'Ochsenbein, avait fait remettre à celui-ci les mandats d'arrêt décernés contre Malagowsky;

b) d'avoir tenté, toujours en sa qualité de fonctionnaire public, de faire un profit illicite au préjudice des représentants de la Prusse, en ayant recours à des manoeuvres frauduleuses pour consommer cette exaction; tentative qui n'a été suspendue ou arrêtée que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur;

Délits qui paraissent réprimés par les articles 334, 336, 347, 348, 36 et 23 du Code pénal;

Le tribunal d'accusation du Canton de Vaud, dans sa séance du 26 Juin 1872,

considérant:

„qu'il résulte de la loi vaudoise et spécialement des articles 11 „et suivants de la procédure pénale du 1er Février 1850, que les „tribunaux vaudois ne sont pas compétents pour statuer sur des délits „commis ailleurs que sur le territoire de ce Canton, à moins qu'il ne „s'agisse de délits commis à l'étranger par un vaudois, dans les cas „prévus par l'art. 15 de la dite loi, exception qui n'existe pas dans „le procès actuel,

„que si l'article 4 de la loi fédérale du 24 Juillet 1852 sur „l'extradition des malfaiteurs ou d'accusés donne aux Cantons le droit „de juger après en avoir obtenu l'extradition des complices d'un crime „ou d'un délit commis dans plusieurs Cantons, rien n'autorise à „étendre cette exception au cas comme dans l'espèce, il paraît y avoir „connexité entre délits divers commis dans plusieurs Cantons, si „d'ailleurs les uns ne peuvent pas être considérés comme des actes „de complicité relativement aux autres;

„Attendu que le droit de chaque Canton de faire juger par ses „tribunaux les délits commis sur son territoire ne saurait être restreint

„que par une disposition spéciale et précise de la loi fédérale, ce „qui n'est pas dans le procès actuel,

„que dès-lors il n'y a lieu à accorder les mises en accusation „requises par le ministère public qu'en ce qui concerne les délits „commis dans le Canton de Vaud et les actes de complicité de ces „délits alors même que ces actes ont eu lieu dans un autre Canton „de la Suisse.

En ce qui concerne spécialement *Jean-Louis Ochsenbein*:

Attendu que si d'une part, il parait établi dans l'enquête que ce prévenu chargé, sur sa demande et en sa qualité de secrétaire du Département de Justice et Police du Canton de Genève, par le Juge de Paix du Cercle d'Yverdon, de procéder à l'arrestation de l'inculpé Malagowsky, a détourné de concert avec Bourbon, les plaques ayant servi à la fabrication de faux billets de 100 thalers de Prusse, et ainsi abusé de la confiance que le Juge informateur lui avait accordé à sa sollicitation, que si d'autre part Ochsenbein parait avoir exploité les fonctions de secrétaire du Département de Justice et Police de Genève et le fait que, par un abus de confiance il avait en main les plaques susmentionnées pour tenter d'obtenir par des manoeuvres frauduleuses, du représentant de la Prusse, une somme considérable en échange de ce corps de délit qu'il aurait dû remettre au Juge, — Ochsenbein n'a toutefois agi, ni dans l'un ni dans l'autre de ces deux cas comme fonctionnaire vaudois, qualité qu'il ne s'est pas attribuée, que le Juge de Paix d'Yverdon ne pauvait pas lui conférer, et au défaut de laquelle, les articles de la loi vaudoise invoqués par le ministère public ne sont pas applicables ;

Attendu de plus que si l'article 17 de la loi fédérale sur l'extradition permet aux employés de police d'un Canton d'agir en cette qualité dans d'autres Cantons, cette disposition spécifie exactement le cas où cela peut avoir lieu et que Ochsenbein n'était dans aucun de ces cas ;

Attendu enfin, en ce qui concerne la tentative d'escroquerie imputée à Ochsenbein, qu'elle a eu lieu dans le Canton de Genève, et qu'au surplus l'enquête n'établit pas contre ce prévenu des actes de complicité quant aux délits qui font l'objet de cet arrêt d'accusation ;

Vu aussi l'article 12 de la loi fédérale de 1852 sur l'extradition,

le Tribunal d'accusation au complet et à la majorité légale ayant jugé l'enquête complète,

arrête:

I. Il n'y a pas lieu de suivre actuellement contre

Jean Louis Ochsenbein, les délits mis à la charge de ce prévenu n'ayant pas été commis dans le Canton de Vaud ou ne tombant pas sous la répression de la loi vaudoise.

Ce prévenu sera remis au Canton de Genève qui a offert de le juger."

Es erhellt hieraus, daß gegenwärtig nicht nur kein Auslieferungsbegehren von Seite der Regierung des Kantons Waadt in Betreff Ochsenbeins besteht, sondern daß die waadtländische Anklagekammer sich zu seiner Beurtheilung inkompetent erklärt hat. Die erste Frage, die sich Ihrer Commission bei dieser Sachlage aufdrängen mußte, ist nun diejenige, ob der Nationalrath im Fall sei, neuerdings auf diese Angelegenheit zurükzukommen und einen Beschluß zu fassen habe, obschon ein solcher im vorliegenden Falle keine praktische Anwendung mehr finden könnte? oder ob dieser Fall, nicht wie der Bundesrath sich in seinem Schreiben vom 13. Mai ausspricht, als erledigt zu betrachten sei.

Da es unmöglich Aufgabe der gesezgebenden Räthe sein kann, gesezgeberische Fragen theoretisch zu entscheiden und Gesezes-Interpretationen aufzustellen, an welche sich keine praktischen Folgen knüpfen, so beantragt Ihre Commission in erster Linie:

„1. Es sei über das Rekursbegehren des Kantons Genf, da dasselbe dermal keine thatsächliche Unterlage mehr hat, zur Tagesordnung zu schreiten."

Für den Fall aber, als im Schoße des Nationalrathes die Ansicht sich geltend machen sollte, daß dessen ungeachtet ein sachlicher Entscheid gefaßt werden soll, weil der bundesräthliche Beschluß vom 7. Februar d. J., gegen welchen das Rekursbegehren gerichtet war, in der Zwischenzeit zur Vollziehung gekommen ist, so beantragt Ihre Kommission eventuell:

„2. Den am 2. März gefaßten Entscheid, durch welchen das Rekursbegehren Genfs als unbegründet erklärt worden war, festzuhalten."

In der That, wenn Ihre Commission nicht von vornherein der Ansicht gewesen war, daß das Gesez vom 24. Juli 1857 so interpretirt werden müsse, wie es der Bundesrath am 7. Februar d. J. und die Minderheit der ständeräthlichen Commission in ihrem Bericht vom 29. Februar 1872 gethan haben, so hätte sie das Urtheil der

waadtländischen Anklagekammer vom 26. Juni d. J. davon überzeugt. Die nächste Folge davon, daß die Anklagekammer des Kantons Waadt in ihrem Urtheil vom 26. Juni d. J. sich auf den vom Ständerath am 1. März eingenommenen Standpunkt gestellt und die Ansicht ausgesprochen hat, es könne durch Art. 4 des Gesezes vom 24. Juli 1852 die Bestimmung des Art. 1 desselben Gesezes, gemäß welchem jeder Kanton die Auslieferung der bei ihm verbürgerten oder niedergelassenen Personen verweigern kann, insofern er sich verpflichtet, dieselben nach seinen Gesezen beurtheilen und bestrafen zu lassen, nicht modifizirt werden und daß die Anklagekammer glaubte, den territorialen Grundsaz hinsichtlich der waadtländischen Strafgerechtigkeit mit aller Strenge festhalten zu sollen, ist nun diejenige:

daß mehrere, schwerer Verbrechen angeklagte Individuen, nämlich:

1) Antoine Chelmiki aus Lithauen, vorher niedergelassen in Solothurn, angeklagt daselbst im Frühjahr 1871:
   a. falsche russische Coupons und falsche österreichische 10 Guldenscheine fabrizirt zu haben,
   b. von diesen falschen Werthpapieren Gebrauch gemacht und sie in der Schweiz und im Auslande ausgegeben zu haben;

2) Casimir Sosnowsky aus dem Gouvernement Wilna in Lithauen, vormals niedergelassen in Zürich, angeklagt im März 1871, falsche russische Werthpapiere ausgegeben zu haben;

3) Jean Louis Ochsenbein für die mehrfach erwähnten ihm zur Last fallenden Thatsachen — straflos ausgehen würden, falls die Kantone Solothurn, Zürich und Genf nicht mit vielen Kosten und Mühen denselben Untersuch wieder aufnehmen wollen und können, welcher in Yverdon bereits stattgefunden hat.

Ihre Commission ist der Ansicht, daß wenn durch Art. 4 die kan„tonale Souveränetät, „wenn ein Verbrechen in mehreren Kantonen be„gangen wurde, in soweit beschränkt wird, daß alle Mitschuldigen an „denjenigen Kanton ausgeliefert werden sollen, in welchem die Haupt„handlung verübt worden ist,"

die Souveränetät des betreffenden Kantons, in welchem diese Haupthandlung verübt und der Untersuch angehoben worden ist, eben um so viel ausgedehnt werden sollte, als die Souveränetät derjenigen Kantone, in welchen die Mitschuldigen verbürgert oder niedergelassen sind, beschränkt worden ist.

Ihre Commission darf das waadtländische Urtheil vom 26. Juni ihrer Kritik nicht unterwerfen, aber als auffallend darf sie es doch be-

zeichnen, daß von den Gerichten desselben Kantons, dessen Regierung eine Auslieferung mit solchem Nachdrukе verlangt hat, daß selbst die gesezgebenden Räthe auf dem Rekurswege darüber zu entscheiden hatten, — Urtheile ausgesprochen worden, gemäß welchen die verlangte Auslieferung unter keinen Umständen zur Bestrafung des Ausgelieferten im Kanton Waadt führen konnte.

Ihre Commission ist ferner der Ansicht, daß kein Fall besser als der vorliegende geeignet ist, sowohl den Entscheid des Bundesrathes vom 7. Februar 1872 in Betreff Ochsenbeins als den Wunsch nach Rechtseinheit in der Schweiz zu rechtfertigen.

Bern, den 12. Juli 1872.

Die Mitglieder der Commission:

Dr. **Gonzenbach.**
Jauch.
Lambelet.
Loew.
K. v. Schmid.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften
Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées
Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali

Bericht der nationalräthlichen Kommission über den Rekurs von Genf wegen der Auslieferung Ochsenbeins. (Vom 12. Juli 1872.)

In Dans In	Bundesblatt Feuille fédérale Foglio federale
Jahr Année Anno	1872
Band Volume Volume	3
Heft Cahier Numero	35
Geschäftsnummer Numéro d'affaire Numero dell'oggetto	---
Datum Date Data	03.08.1872
Seite Page Pagina	9-15
Ref. No	10 007 367

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.
Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.
Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.